Profil économique du Québec 1984

Bureau de la statistique du Québec

Profil économique du Québec/1984

Le Québec connaît en 1984 une croissance plus forte qu'au cours de l'année de reprise que fut 1983. Si le dynamisme de la demande extérieure contribue à cette croissance comme dans l'ensemble du Canada, ce facteur est cependant moins déterminant au Québec puisque la progression des ventes au détail, de l'investissement des entreprises et de la construction résidentielle y est plus importante.

La demande en biens et services

La valeur des ventes au détail réalisées au Québec en 1984 se chiffre en moyenne à 2,3 milliards de dollars par mois pour la période de janvier à octobre, ce qui représente un accroissement de 12,5 % en regard de la même période en 1983. Il s'agit d'une augmentation très significative compte tenu que la croissance moyenne de l'indice des prix à la consommation à Montréal demeure inférieure à 5 % au cours de cette période. Comme en 1983, ce sont les concessionnaires d'automobiles neuves qui connaissent la plus forte croissance de leurs ventes (32,3 % pour les dix premiers mois de 1984); les marchands de meubles (14,5 %), d'appareils ménagers (17,1 %), de télévisieurs, radios et accessoires (30,4 %) bénéficient aussi d'un accroissement important de leurs ventes.

Au chapitre de l'investissement, le Québec se distingue de l'ensemble du Canada avec une augmentation de 9,5 % des dépenses en immobilisations, par rapport à 1983, selon des données d'enquête revisées à la mi-année[1], comparativement à une hausse de 1,2 % pour l'ensemble du Canada. Ces dépenses totalisent 15,1 milliards de dollars au Québec dont 8,9 milliards de dollars pour les immobilisations en construction résidentielle et non résidentielle, en hausse de 2,1 %, et 6,2 milliards de dollars pour les immobilisations en machines et équipements, en hausse de 22,1 %.

Les dépenses en immobilisations s'accroissent de 6,1 % dans l'agriculture et la pêche, et de 19,8 % dans l'industrie forestière mais dans le secteur primaire, ce sont les mines, carrières et puits de pétrole qui augmentent le plus leurs dépenses d'immobilisation, celle-ci passant de 220,9 millions de dollars en 1983 à 340 millions de dollars en 1984 (53,9 %); les entreprises de ce secteur bénéficient d'un programme d'aide à l'investissement du gouvernement du Québec. Le secteur des transports, des communications et des autres services d'utilité publique compte pour environ 25 % des dépenses d'immobilisation totales, avec 3,7 milliards de dollars en 1984. Les dépenses de ce secteur sont néanmoins en baisse de 2,1 %, par rapport à 1983, suite à la diminution de près de 300 millions de dollars (−10,5 %) des dépenses du sous-secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau qui n'est pas compensée par la hausse de 20,4 % des dépenses en immobilisations du sous-secteur des transports (incluant les dépenses pour la construction de gazoduc) qui passent de 672 millions de dollars en 1983 à 908 millions de dollars en 1984.

Dans le secteur du commerce, des finances, et des services commerciaux, de même que dans celui des institutions et des ministères gouvernementaux, les dépenses d'immobilisation connaissent une croissance de 15 %. C'est cependant dans le secteur manufacturier que le Québec se distingue, avec une croissance de 41,6 % des dépenses d'immobilisation en 1984, tandis que dans l'ensemble du Canada ces dépenses d'accroissent de 4,4 %; de plus, le Québec ayant connu un recul moins important à ce chapitre en 1983, la part du Québec dans les dépenses totales d'immobilisation du secteur manufacturier au Canada s'est accrue de 19,8 % en 1982, à 23,1 % en 1983 et 31,4 % en 1984.

En ce qui a trait à la construction résidentielle, le nombre de mises en chantier de logements surpasse en 1984 le niveau élevé atteint en 1983 au Québec, contrairement à ce qui se produit dans les autres régions du Canada; à cet égard, il faut souligner qu'au Québec le programme de soutien à la construction résidentielle a été prolongé jusqu'à la fin de 1984. Le nombre de logements mis en chantier s'élève à 31 449 au Québec au cours des trois premiers trimestres de 1984, ce qui représente une augmentation de 4,4 % comparativement à la même période de 1983. Le nombre de mises en chantier est en baisse pour les logements simples et doubles, de 10,6 % et 23,4 % respectivement, alors que le nombre de mises en chantier est en hausse de 16 % pour les logements en rangée et de 40,5 % pour les appartements. Au dernier trimestre de 1984, cette croissance du nombre de mises en chantier se maintient d'après les statistiques disponibles pour les centres de 10 000 habitants et plus; celles-ci indiquent, en effet, une hausse de 3,8 % du nombre de logements mis en chantier au cours des onze premiers mois de 1984, en comparaison de la même période de 1983.

Par ailleurs, la valeur totale des exportations internationales[2] du Québec s'élève à 12 756 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 1984, ce qui constitue une augmentation de 15,8 % par rapport aux trois premiers trimestres de 1983. La vigueur de la reprise économique aux États-Unis explique l'augmentation importante de la valeur des exportations à destination de ce pays (24,4 %) alors que la valeur des exportations à destination du reste du monde diminue de 17,1 %. Parmi les produits d'exportation traditionnels du Québec, on constate une augmentation importante de la valeur des exportations de papiers d'imprimerie (21,2 %), de pâte de bois et pâtes similaires (32,2 %) et de bois d'oeuvre (15,9 %) tandis que la valeur des exportations s'accroît de 8 % pour l'amiante non manufacturé, de 2,2 pour l'aluminium et les alliages et qu'elle diminue de 0,8 % pour le minerai, les concentrés et déchets de fer, de 20,3 % pour le cuivre et de 29,2 % pour les métaux précieux. On note aussi une baisse de la valeur des exportations pour les produits agricoles, soit les viandes (−5,8 %) et les produits laitiers (−13,9 %). Par contre, il y a un accroissement très marqué des exportations de tubes électroniques et semi-conducteurs (182,5 %) et de matériel de télécommunication (59,9 %). Les voitures particulières et châssis ainsi que les moteurs d'avions et pièces demeurent parmi les principaux produits d'exportation du Québec avec des valeurs respectives de 1 081,1 millions de dollars (en hausse de 14,9 %) et de 438,4 millions de dollars (en hausse de 29,6 %); la valeur des exportations d'autres véhicules automobiles est aussi en hausse de 93,6 %, mais la valeur des exportations d'assemblage, équipement, pièces d'avion et des exportations d'avions entiers diminuent légèrement. Finalement, comme au cours des dernières années, la valeur des exportations d'électricité aux États-Unis continue de s'accroître au cours des trois premiers trimestres de 1984, progressant de 16,9 % par rapport aux trois premiers trimestres de 1983.

La production de biens

La valeur des expéditions des manufacturiers québécois est en hausse de 10,2 % au cours des dix premiers mois de 1984, en regard des mêmes mois de 1983. C'est la valeur des expéditions de biens durables qui enregistre la plus forte augmentation, pour cette période de comparaison, soit 15,4 %, tandis que la valeur des expéditions de biens non durables s'accroît de 7,6 %. Parmi les industries de biens durables les hausses les plus importantes se situent dans les industries des métaux primaires (20,9 %), des produits métalliques (19,7 %), des produits minéraux non métalliques (20,1 %), des appareils et du matériel électrique (15,7 %) et du matériel de transport (12,5 %), les augmentations sont de 10 % dans l'industrie du bois, de 11,4 % dans l'industrie du meuble et des articles d'ameublement, et de 4,7 % dans l'industrie de la machinerie. En ce qui à trait aux industries de biens non durables, celles qui se distinguent sont les industries des papiers et des produits connexes (14,3 %), de l'imprimerie et de l'édition (15,1 %) ,des produits du cuir (19 %) et des produits du caoutchouc et des plastiques (16,8 %). L'industrie chimique connaît aussi une croissance assez forte de la valeur de ses expéditions (8 %), mais pour l'industrie des produits du pétrole et du charbon la croissance n'est que de 0,7 %. Finalement les industries des aliments et boissons (6,7 %), du textile (2,4 %) de la bonneterie (5,2 %) et de l'habillement (6,4 %) connaissent des augmentations modérées de la valeur de leurs expéditions.

Dans le secteur primaire, l'activité minière est plus forte qu'en 1983; au cours des neuf premiers mois de 1984 le volume total de minerai extrait au Québec est en hausse de 4,3 %, par rapport à la même période de 1983, tandis que le volume de minerai traité s'accroît de 9,2 %, malgré une diminution de 4,5 % du volume de minerai d'amiante traité. L'accroissement du volume des expéditions est cependant très variable selon les minéraux: hausse de 25 % pour le minerai de fer, de 11,4 % pour le zinc, et de 4,6 % pour les métaux précieux, mais diminution de 5 % pour le cuivre, de 3,2 % pour l'argent et de 1,1 % pour l'amiante.

Par ailleurs, de janvier à novembre 1984, les recettes monétaires agricoles sont en hausse de 11 % en regard de la même période de 1983; la hausse est de 18,4 % pour les produits de la culture et de 9 % pour les produits de l'élevage.

L'amélioration de la situation économique qui se poursuit en 1984 contribue à réduire de 13,6 % le nombre total des faillites commerciales qui passe de 3 602 au cours des onze premiers mois de 1983 à 3 113 pour la même période en 1984. Le nombre de faillites diminue dans tous les secteurs à l'exception du primaire où il passe de 162 à 215 pour la même période de comparaison. Pour l'ensemble du Canada le nombre de faillites commerciales diminue de 6,4 % de 9 520 à 8 910 pour la même période de comparaison.

La main-d'oeuvre et l'emploi

Au cours de l'année 1984, la population civile[3] âgée de 15 ans et plus augmente en moyenne de 35 000 personnes par rapport à 1983. Pendant cette période, la population active s'accroît de 54 000 personnes (soit 1,8 % de plus qu'en 1983) faisant ainsi passer le taux d'activité de 60,9 % en 1983 à 61,5 % en 1984, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage. Des 54 000 personnes qui joignent les rangs de la population active en 1984, 12 000 sont des hommes et 42 000 des femmes. Pour 1984, le taux d'activité chez les hommes atteint 74,7 % (identique au taux de 1983) et chez les femmes, il se situe à 49,1 % (47,8 % en 1983). Par ailleurs, la population active des jeunes de 15 à 24 ans diminue de 11 000 tandis que celle des 25 ans et plus s'accroît de 65 000.

Le nombre d'emplois augmente de 3,0 % (80 000) au cours de l'année 1984 comparativement à 1983 où la hausse avait été de 2,2 %. À l'exception de l'agriculture, (−3,2 %) les transports, communications et autres services d'utilité publique (−4,6 %), de même que l'administration publique (−0,4 %), on note des augmentations du nombre d'emplois dans tous les autres secteurs de l'activité économique, particulièrement dans les secteurs des mines, carrières, et puits de pétrole (8 %), des forêts (2,5 %), de la fabrication (5 %), de la construction (4,7 %), du commerce (5,1 %).

Chez les personnes âgées de 25 ans et plus, l'emploi progresse de 3,2 % entre 1983 et 1984. Parmi les personnes de ce groupe, le nombre d'emplois occupés par des femmes augmente de 5,9 % tandis que le nombre de ceux occupés par des hommes croît de 1,6 %. Par ailleurs, les jeunes de 15 à 24 ans occupent 2,3 % plus d'emplois en 1984 qu'en 1983. Ce sont les jeunes hommes qui en bénéficient, leur nombre d'emplois augmentant de 5,2 % en comparaison d'une diminution de 0,8 % pour les jeunes femmes.

Au cours de 1984, le nombre d'emplois à temps partiel s'accroît à 4,3 %, soit de 6,6 % chez les hommes et de 3,3 % chez les femmes. Par contre, le taux de croissance du nombre d'emplois à temps plein est plus faible, celui-ci s'établissant à 2,8 % pour 1984 par rapport à 1983. Le nombre d'hommes occupant un emploi à temps plein augmente de 2 % pendant cette période tandis que la hausse est de 4,5 % chez les femmes.

Entre 1983 et 1984, le rapport emploi/population des 15 ans et plus passe de 52,4 % à 53,6 %. Ainsi en 1984, il y a en moyenne 1,2 personne employée de plus sur cent personnes de 15 ans et plus qu'en 1983. Chez les jeunes (15 à 24 ans), ce rapport augmente de 2,7 points de pourcentage pour atteindre 49,7 % en 1984. Pour les 25 ans et plus, il s'établit à 54,8 % en hausse de 0,7 point par rapport à 1983.

Le nombre de personnes en chômage au Québec s'élève en moyenne à 400 500 en 1984, ce qui représente une baisse de 26 000 (−6,2 %) comparativement à 1983. Cette baisse du nombre de chômeurs compte tenu de l'augmentation de la population active se traduit par une diminution de 1,1 point de pourcentage du taux de chômage qui se situe ainsi à 12,8 % en moyenne sur l'ensemble de l'année 1984. C'est dans le groupe des personnes âgées de 15 à 24 ans où la population active diminue que l'on retrouve la quasi totalité de la diminution du nombre de chômeurs. En effet, on y dénombre 24 000 chômeurs de moins qu'en 1983 (−14,8 %), ce qui fait baisser le taux de chômage au sein de ce groupe à 19,9 % en 1984 comparativement à 22,8 % en 1983. Dans le groupe des 25 ans et plus, le nombre de chômeurs ne varie presque pas (0,9 %) entre 1983 et 1984, malgré l'augmentation de la population active; le taux de chômage passe de 11,2 % en 1983 à 10,8 % en 1984.

Un examen de l'emploi et du chômage selon les régions économiques au Québec permet d'observer qu'en 1984, le nombre d'emplois augmente principalement dans les régions du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie (10,1 %), de Québec (5,3 %), de Montréal (3,4 %) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (3,5 %). Par contre, il baisse en Outaouais (−4,0 %) et en Estrie (−1,7 %). Dans les autres régions, le taux de croissance de l'emploi varie entre 0 et 1,8 %. Par ailleurs, le taux de chômage diminue d'un point de pourcentage ou plus entre 1983 et 1984, dans le Nord-Ouest (−2,5 % points), en Estrie (−2,3 points), dans la région de Montréal (−1,3 point) et dans celle de Québec (−1 point); il baisse légèrement au Saguenay-Lac-Saint-Jean (0,7 point) et dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie (0,2 point). Il augmente dans la région de la Côte Nord-Nouveau-Québec (3,2 points) et dans l'Outaouais (1,9 point).

1. Investissements privés et publics au Canada, Statistique Canada.

2. Il s'agit de la valeur des exportations canadiennes chargées au Québec, corrigée par le Bureau de la statistique du Québec en tenant compte du commerce interprovincial au Canada pour certains produits.

3. Population civile vivant hors institution et âgée de 15 ans et plus.

Les prix, salaires et revenus

La croissance de l'indice de prix à la consommation à Montréal est légèrement plus faible en 1984 qu'au cours de l'année précédente; en effet, en 1983, l'indice des prix à la consommation s'était accru de 5,6 % à Montréal alors qu'en 1984, sa croissance est de 4,2 %. Par rapport aux années de grande inflation que furent 1980, 1981 et 1982, c'est la croissance de l'indice des prix de l'énergie qui connaît le ralentissement le plus marqué, le taux de croissance passant de 31,3 % en 1981 à 7,2 % en 1983, puis à 5,2 % en 1984. Cependant, au début des années 1980, toutes les composantes de l'indice des prix à la consommation augmentaient à un rythme annuel supérieur à 10 %, et en 1984, comme en 1983, le ralentissement est généralisé à l'ensemble des composantes; ainsi, c'est l'indice des prix des tabacs et alcools qui subit la plus forte augmentation au cours de l'année 1984, soit de 7,0 %, suivi de l'indice des prix des aliments, en hausse de 4,8 % en regard de 1983. L'indice des prix des aliments est d'ailleurs le seul à s'accroître plus fortement en 1984 qu'en 1983 (2,7 %). L'indice des prix à l'habitation s'accroît aussi un peu plus rapidement (4,4 %) que l'indice d'ensemble, alors que les indices de prix qui connaissent les plus faibles hausses en 1984 sont ceux de l'habillement (2,3 %) des loisirs (2,6 %), de la santé (3,7 %) et des transports (3,8 %).

Pour l'ensemble du Canada, le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation est légèrement plus élevé que celui observé à Montréal au cours de 1984, soit de 4,4 %, par rapport à 1983. L'indice des prix de l'habitation augmente moins rapidement (3,8 %) qu'à Montréal mais les indices de prix de l'énergie (5,5 %), du transport (4,2 %) des aliments (5,5 %) et des loisirs (3,4 %) connaissent des hausses un peu plus importantes qu'à Montréal.

La rémunération hebdomadaire moyenne de l'ensemble des salariés du Québec s'établit par ailleurs à 397 dollars en moyenne pour les mois de mars[4] à septembre 1984, en hausse de 4 % par rapport aux mêmes mois de 1984. La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne ralentit au cours de 1984; le taux de croissance par rapport aux périodes correspondantes de l'année précédente passe en effet de 6 % en mars, à 4 % en moyenne d'avril à juin, et à 3,3 % en moyenne de juillet à septembre. Cela s'observe dans tous les secteurs, la principale exception étant le secteur des mines, carrières et puits de pétrole où la croissance est plus forte au troisième trimestre (5,2 %) qu'au deuxième trimestre (2,5 %) de 1984. Pour la période de mars à septembre 1984, l'augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne est particulièrement forte dans le secteur manufacturier (7,2 %) ainsi que dans le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique (6,6 %), tandis que l'augmentation est peu importante dans les secteurs du commerce (1,8 %) et de la construction (1,4 %).

En excluant le surtemps, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne demeure plus forte dans le secteur manufacturier (6,2 %) que dans l'ensemble des industries (3,6 %), pour les mêmes périodes de comparaison.

La valeur totale des salaires et traitements versés dans l'ensemble de l'économie québécoise de janvier à septembre 1984 s'élève à 4 041,4 millions de dollars, ce qui représente un accroissement de 7,4 % par rapport à la même période de 1983. Les salaires et traitements versés au premier trimestre de 1984 sont en hausse de 10,5 % comparativement au premier trimestre de 1983 tandis que la hausse est de 6,3 % au deuxième trimestre et de 5,7 % au troisième. En 1983, cependant, les salaires et traitements avaient diminué de 1,5 % au premier trimestre et s'étaient accrus ensuite de 4,5 % au second trimestre et de 6,4 % au troisième, en regard des mêmes trimestres de 1982.

Les revenus de transfert liés à l'assurance chômage diminuent en 1984 tandis que les prestations d'aide sociale continuent de s'accroître. Les prestations d'assurance chômage totalisent 2,5 milliards de dollars au cours des dix premiers mois de 1984, soit 1,8 % de moins qu'au cours de la même période de 1983; le nombre mensuel moyen de bénéficiaires (312 854 personnes) est aussi en baisse de 6,1 % pour la même période de comparaison. En ce qui à trait à l'aide sociale, les données préliminaires indiquent que le nombre mensuel moyen de bénéficiaires (695 629 personnes) est en hausse de 2,7 % en 1984 et que les déboursés totaux (1 974,1 millions de dollars) s'accroissent de 10,4 % par rapport à 1983.

Conclusion

Les facteurs qui contribuent à la croissance de l'économie du Québec en 1984 sont le maintien à un niveau élevé de la construction résidentielle, la forte progression des ventes au détail, des investissements des entreprises ainsi que des exportations, particulièrement celles à destination des États-Unis. Les exportations internationales du Québec à destination des États-Unis augmentent en effet de 27,7 % au cours des neuf premiers mois de l'année alors que l'ensemble des exportations croît de 15,8 % pour la même période.

La contribution relative du secteur extérieur est toutefois moindre au Québec que l'ensemble du Canada. Le secteur domestique au Québec, particulièrement les ménages, démontre un dynamisme qui se traduit par une augmentation de 14,8 % des ventes au détail au cours des dix premiers mois et par une augmentation du nombre de logements mis en chantier, contrairement à ce qui se passe dans le reste du Canada où le nombre de mises en chantier diminue. L'investissement non résidentiel, avec une augmentation de 14,1 %, contribue sensiblement à la croissance économique. Le secteur minier, le secteur des pâtes et papiers et celui de la première transformation des métaux se distinguent de façon particulière avec des augmentations respectives de 53,9 %, 23,9 % et 189,7 %.

L'amélioration de la conjoncture permet la création nette de 80 000 emplois, un résultat qui n'avait pas été vu depuis 1979. Cela a permis d'abaisser d'un peu plus d'un point de pourcentage le taux de chômage qui passe de 13,9 % en 1983 à 12,8 % en 1984; la baisse du taux de chômage est la plus marquée chez les jeunes de 15 à 24 ans, la proportion de sans emploi dans ce groupe atteignant 19,8 % comparativement à 22,8 % en 1983.

L'examen des résultats présentés dans cet aperçu indique que la majorité des régions du Québec participe à la reprise de l'activité économique en 1984. L'emploi s'avère à cet égard un indicateur permettant de caractériser cette dynamique. Ainsi, l'emploi a progressé dans la presque totalité des régions du Québec à l'exception de l'Estrie où il a connu une baisse de 1,7 % et de l'Outaouais où la baisse est de 4,0 %. Les deux-tiers de l'augmentation de l'emploi observée en 1984 l'ont été dans la région administrative de Montréal bien que la région du Bas-St-Laurent-Gaspésie, avec une augmentation de 10,1 % de l'emploi, soit la région où celui-ci connaît la plus forte progression. Les régions de Québec ainsi que du Saguenay-Lac-St-Jean enregistrent aussi une hausse appréciable de l'emploi alors que dans le Nord-Ouest ainsi que dans la région de Trois-Rivières le nombre d'emplois s'est maintenu en moyenne en 1984 au niveau observé en 1983.

---

4. Au niveau des secteurs industriels, les données de janvier et février ne sont pas comparables de 1983 à 1984 à cause du changement d'enquête survenu en 1983.

86-02277/

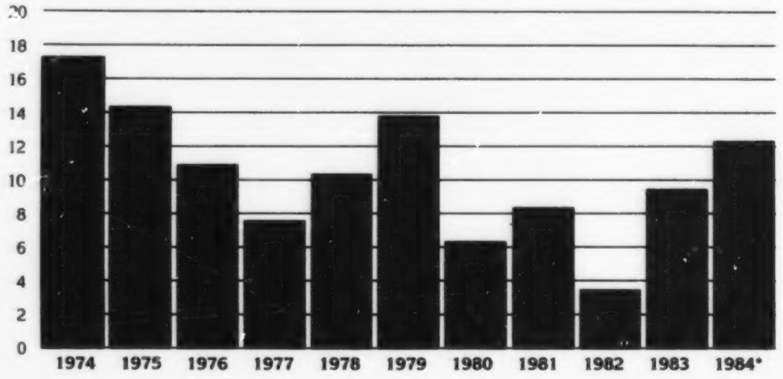
Bureau de la statistique
du Québec

Profil économique du Québec 1984

La demande intermédiaire et finale

- La valeur totale des ventes au détail s'élève à 23 334 millions de dollars au cours des dix premiers mois de 1984, ce qui représente une augmentation de 12,5 % par rapport à la même période en 1983.
- La valeur des expéditions des manufacturiers québécois totalise 47 538 millions de dollars pour les dix premiers mois de 1984, soit 10,2 % de plus qu'au cours de la même période de 1983.
- La valeur des exportations internationales chargées au Québec s'accroît de 15,8 % au cours des neuf premiers mois 1984, comparativement à la même période en 1983, pour atteindre 12 733 millions de dollars.
- Selon les intentions exprimées, la valeur des immobilisations totales atteindrait 15 055 millions de dollars au Québec en 1984, une hausse de 9,5 % par rapport à 1983. Le nombre de logements mis en chantier au cours des onze premiers mois de 1984 est en hausse de 3,8 % en regard de la même période de 1983.

1 **Ventes au détail**
(Variations annuelles en %)



* *10 premiers mois*

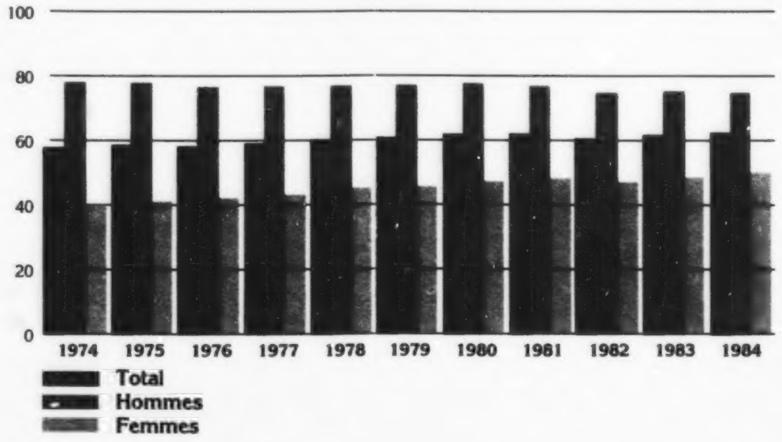
2 **Expéditions manufacturières**
(Variations annuelles en %)

30

Le marché du travail

- Le taux d'activité se situe à 61,5 % en 1984 comparativement à 60,9 % en 1983. Le taux demeure à 74,7 % chez les hommes et passe de 47,8 % à 49,1 % chez les femmes.
- En 1984, l'emploi total s'accroît de 80 000 en regard de 1983, les emplois occupés par des hommes augmentant de 35 000 et ceux occupés par des femmes, de 45 000.
- En 1984, le secteur primaire emploie 2 000 personnes de plus qu'en 1983 malgré une diminution de 3 000 du nombre d'emplois dans l'agriculture; le secteur des mines connaît pour sa part un accroissement de 2 000 emplois. L'industrie manufacturière et celle de la construction enregistrent respectivement des hausses de 27 000 et 5 000 emplois. Dans le secteur tertiaire on dénombre 37 000 emplois additionnels en 1984, bien que le nombre d'emplois diminue de 10 000 dans les transports, les communications et les autres services d'utilités publiques et de 1 000 dans l'administration publique.
- Le taux de chômage diminue en 1984, se situant à 12,8 % en moyenne, comparativement à 13,9 % en 1983.

1 **Taux d'activité: total, hommes et femmes**
(%)



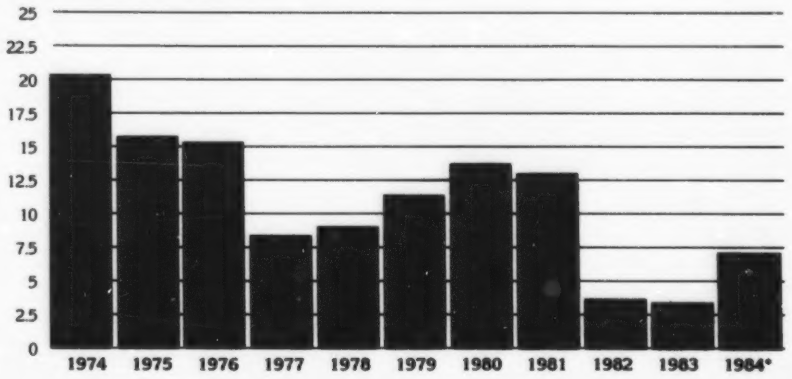
2 **Création nette d'emplois**
('000)

150

Les prix et revenus

- La valeur totale des salaires et traitements versés au Québec au cours des neuf premiers mois de 1984 s'élève à 36 372 millions de dollars, soit 7,4 % de plus qu'à la même période de 1983.
- La rémunération hebdomadaire moyenne se situe à 434,30 $ au cours des neuf premiers mois de 1984 comparativement à 411,60 $ pour les mêmes mois de 1983.
- L'indice d'ensemble des prix à la consommation à Montréal s'accroît de 4,2 % en moyenne en 1984 par rapport à 1983. Pendant cette période, l'indice des prix des aliments augmente de 4,8 % tandis que l'indice des prix excluant cette composante croît de 4 %.
- Le taux de base des prêts aux entreprises s'établit en moyenne à 12,1 % de janvier à décembre 1984. Au cours de 1983, la valeur moyenne du taux de base aux entreprises se situait à 11,2 %.

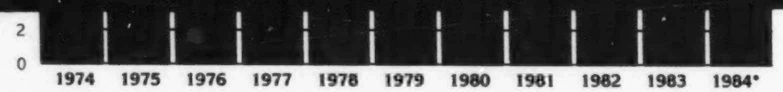
1 **Salaires et traitements**
(Variations annuelles en %)



* *9 premiers mois*

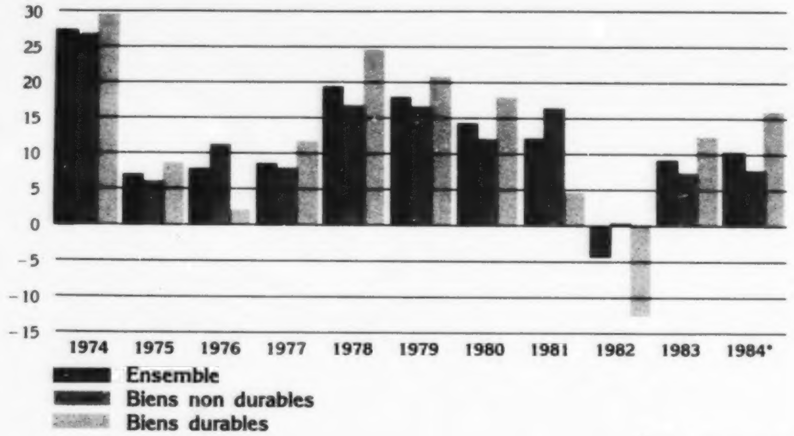
2 **Rémunération hebdomadaire moyenne**
(Variations annuelles en %)

20



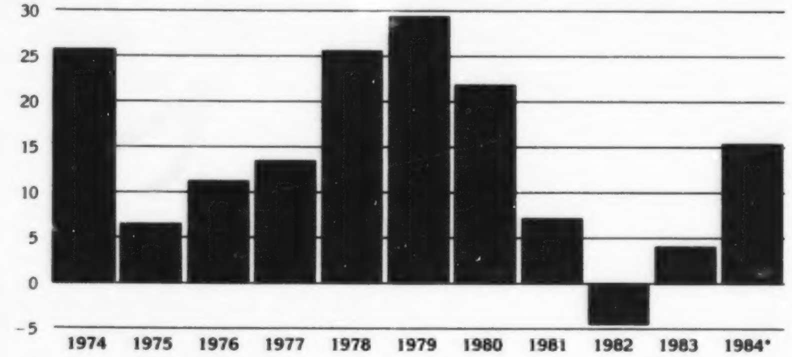
* *10 premiers mois*

2 Expéditions manufacturières
(Variations annuelles en %)



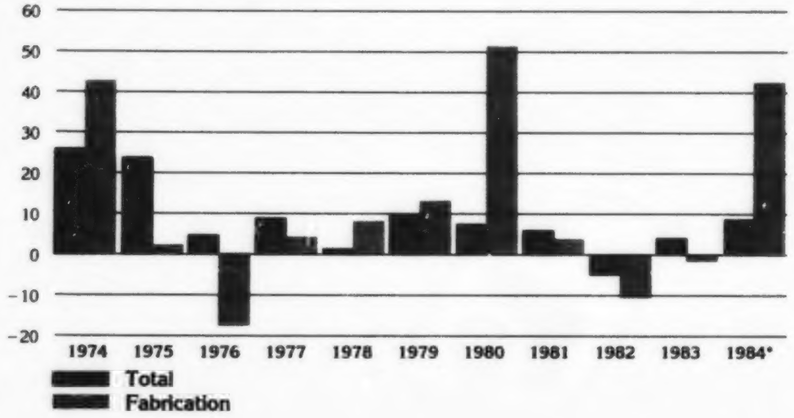
* *10 premiers mois*

3 Exportations chargées au Québec
(Variations annuelles en %)

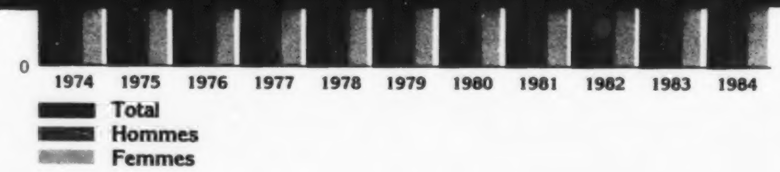


* *Trois premiers trimestres*

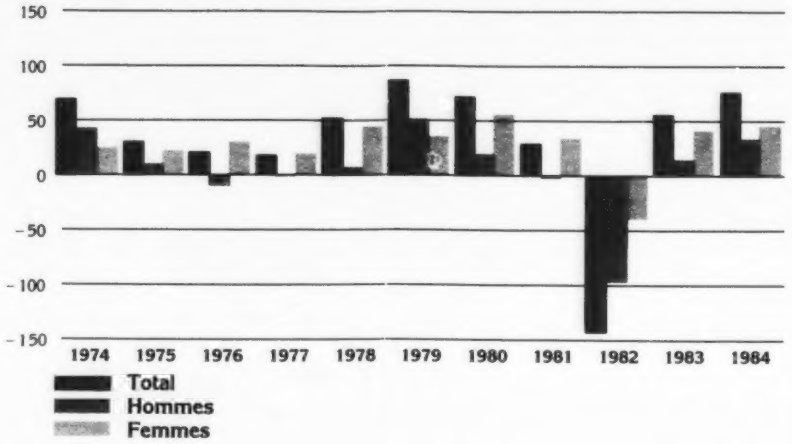
4 Immobilisations: total et secteur de la fabrication
(Variations annuelles en %)



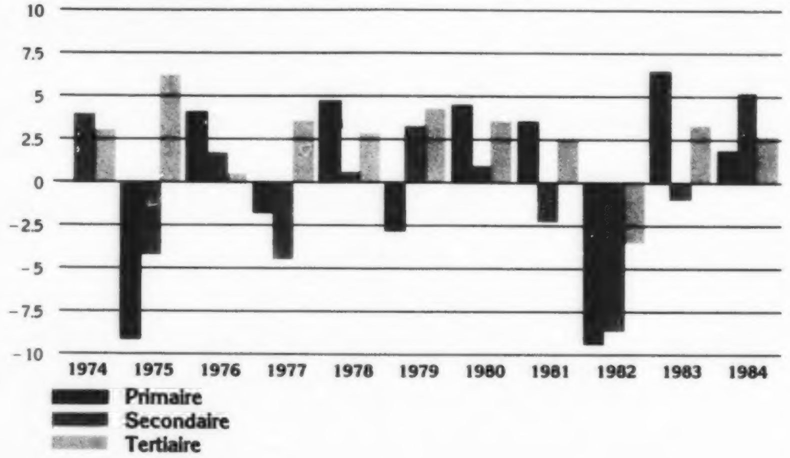
* *Intentions révisées à la mi-année*



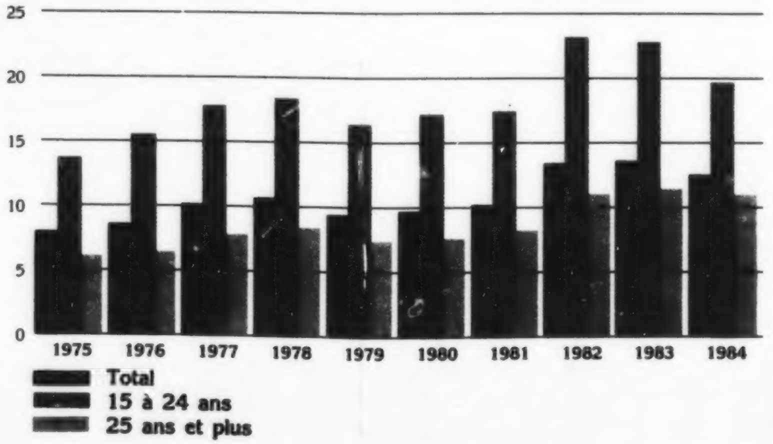
2 Création nette d'emplois
('000)



3 Emploi par secteur d'activité
(Variations annuelles en %)

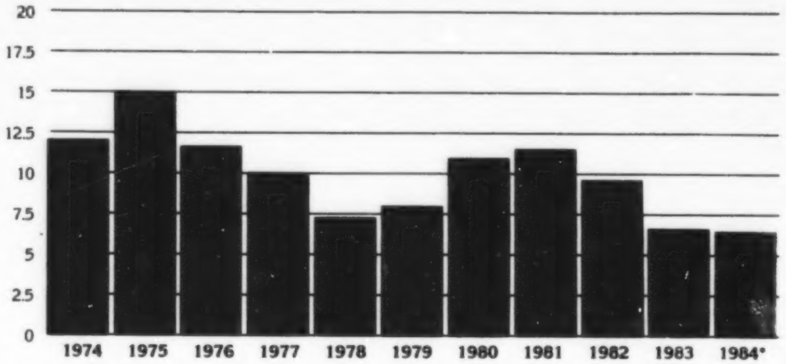


4 Taux de chômage: total, 15 à 24 ans et 25 ans et plus
(%)



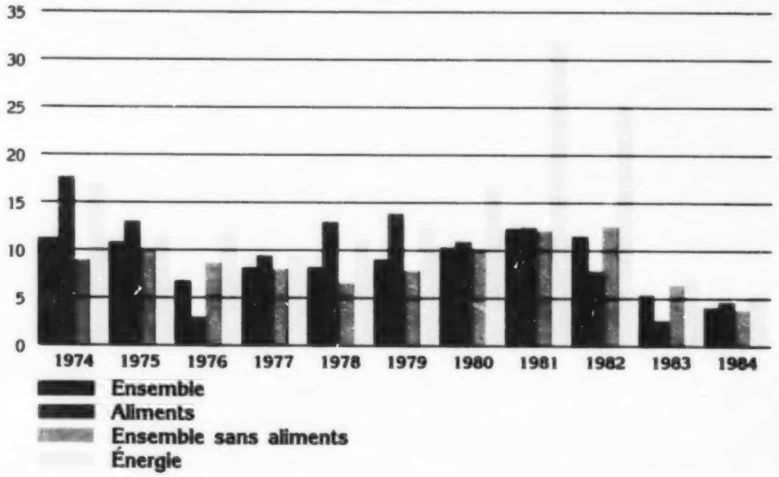
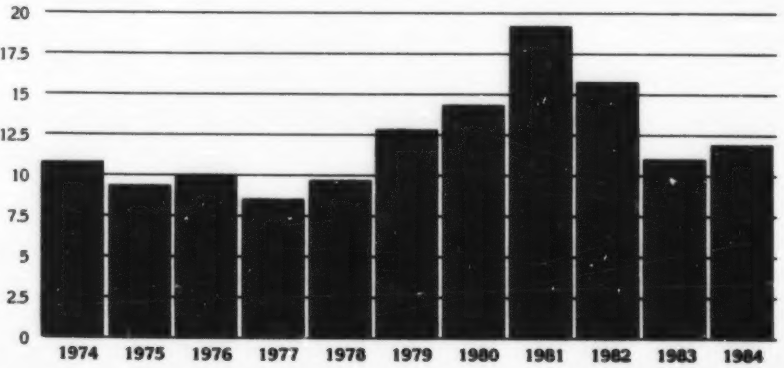
* *9 premiers mois*

2 Rémunération hebdomadaire moyenne
(Variations annuelles en %)



* *9 premiers mois*

3.5 Indice des prix à la consommation à Montréal (1981 = 100)
(Variations annuelles en %)



4 Taux de base aux entreprises
(%)